



Nice, le 28/02/2017.

DECLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 28/02/2017

Monsieur le Président,

Solidaires Finances Publiques ne saurait commencer ce CTL sans évoquer certains éléments de contexte tant national que local.

A la lecture des documents qui nous ont été fournis il est évident que nous ne partageons pas la même conception du Service Public.

L'administration prétend améliorer celui-ci en mettant en place le prélèvement à la source (PAS) et en continuant son insupportable destruction au niveau des effectifs. Il est cependant évident que ce qui nous a été « vendu » comme une simplification ne sera source que de perte budgétaire, perte d'équité fiscale, perte de secret sur les données fiscales entre autres ...

La même administration à l'outréculance, par la voie de son directeur général de se gargariser des 500 emplois obtenus en contrepartie de cette mise en place.

Après analyse, il apparaît qu'aucun de nos services, localement et nationalement ne verra l'ombre de ces emplois . Ils viennent simplement compenser pour partie, et pour partie seulement les suppressions envisagées initialement. Aucune création réelle de postes dans les SIP, Trésoreries mixtes ou SIE, qui vont pourtant devoir à l'évidence supporter de nouvelles tâches.

L'affaiblissement du Service Public est évident pour tout le monde sauf pour vous.

Les projets de fusion des différents services de Nice n'ont pour seuls objectifs que des économies de loyers générant des réductions de surfaces, au détriment des conditions de travail des agents, et de gérer la pénurie d'emplois.

Quelle visibilité pour les agents aussi bien sur le plan des missions que sur celui des ressources humaines ?

Ces incertitudes et ces craintes sur l'avenir sont sources de tension, de dégradation de la réalisation des missions et des conditions de travail .

Vous proposez aujourd'hui des fusions qui paraissent insensées au regard des problématiques que rencontrent déjà les services . En d'autres termes plutôt que de trouver des solutions vous ne ferez qu'accentuer les difficultés existantes.

Les modifications que vous voulez imposer aux agents du département impacteront leur quotidien et leurs conditions de travail de façon durable alors que vous n'êtes que de passage .

C'est la raison pour laquelle les agents ont commencé à se mobiliser et à exprimer leur mécontentement.

Vous pouvez compter sur eux et sur nous pour lutter contre la dégradation du service public ,de la réalisation des missions et des conditions de travail .

Pour couronner le tout la direction générale entend réduire l'expression des organisations syndicales par la réduction des droits syndicaux et par là-même la voix des agents.

Vous l'entendez , M Président , trop d'éléments éloignent vos positions des nôtres sur ces différents sujets et Solidaires Finances Publiques 06 votera donc contre tous vos projets.